« De' Walefer Médecher » : grève à la LBA*

Claude Wey

« Et c'est ainsi qu'éclata une grève majeure dans le plus petit des pays ; […] l'école normale de Walferdange fut elle aussi habitée par une incandescente étincelle de liberté. »

C'est par ces lignes que l'instituteur et poète luxembourgeois Théodore Wies introduit le thème central de son poème épique achevé en janvier 1947 « De' Walefer Médecher », une contribution littéraire destinée à rendre hommage à l'épisode de grève survenu au sein de la *Lehrerinnenbildungsanstalt* (ou LBA appellation de l'École normale sous le régime nazi), au château de Walferdange, durant la grève générale d'août à septembre 1942. Les 17 strophes de six lignes parurent dans la revue *Rappel* (Rappel 1947 : 38-41), publiée par la Ligue Luxembourgeoise des Prisonniers et Déportés politiques, avec le sous-titre suivant : « D'après un article paru dans *RAPPEL* : le camp d'éducation de Marienthal, par Josette Manternach » (Manternach 1946 : 22-26).

Le récit et le témoignage de cette dernière, de même que le traitement poétique des événements par Wies, nous ont incités à aborder, dans le cadre de notre série d'articles sporadiques ayant trait à l'histoire du quartier de Walferdange « Neidierfchen » durant la Seconde Guerre mondiale, la grève de solidarité initiée le 2 septembre 1942 par les enseignantes en formation, ainsi que les mesures répressives prises en conséquence par le Chef de l'administration civile (CdZ).

La grève générale et la grève scolaire à Walferdange, août-septembre 1942.

Un an après la fin de la guerre, et quatre ans après les mouvements de grève antinazis ayant marqué la fin de l'été 1942, la jeune enseignante Josette Manternach décrivit, dans *Rappel*, sa participation à la grève des élèves-institutrices à Walferdange et sa détention dans le camp d'éducation de Marienthal an der Ahr. Elle commence son récit par ces mots : « Nous étions le 2 septembre 1942. À l'école des enseignantes de Walferdange, les mines étaient défiantes et amères. » Dans la scène suivante, qui se déroule devant la classe en présence d'Aloïs Brocher, directeur de la LBA originaire d'Allemagne, Manternach souligne une fois de plus l'attitude récalcitrante des élèves-institutrices : « Il peut lire la réaction sur nos visages : "Cette fois, ça suffit ! Vous avez touché notre pauvre petite patrie au plus profond de son âme. Mais maintenant, elle s'insurge contre vous comme jamais auparavant !" » (Manternach 1946 : 22)

Ces souvenirs, l'ancienne élève de la LBA en fait état dans un langage chargé d'émotion et imprégné de l'esprit patriotique de l'immédiat après-guerre ; ce n'est qu'à la toute fin de son récit, lorsqu'elle évoque les « martyrs de la grève », qu'elle mentionne la grève générale du 31 août au 4 septembre 1942 en guise de protestation contre le régime d'occupation nazie ayant à sa tête le Chef de l'administration civile. À la différence de Manternach, Théodore Wies, connu pour son « lyrisme patriotique » (Claude Conter, *Autorenlexikon*), introduit dans son poème narratif le thème central de la grève des enseignantes en formation en se référant tout d'abord à la grève générale, mais sans pour autant énoncer les causes ou les motifs qui sous-tendent les mouvements de grève : « Et c'est ainsi qu'éclata une grève majeure dans le plus petit des pays. »

Dans son poème, Wies semble privilégier les allusions métacausales laissant transparaître un nationalisme de petit État teinté de foi religieuse, comme l'illustre par exemple la première strophe :

« En quarante-deux, à Walferdange, une classe de jeunes filles sages, le cœur empli d'une haine divine, se sacrifia fièrement pour la cause luxembourgeoise » (Wies 1947 : 38).

Contrairement au récit de Manternach ou au poème de Wies, il nous semble essentiel, dans le cadre de notre étude microhistorique, de revenir brièvement sur les motifs de la grève générale et sur son déroulement (Rappel 1972 ; Dostert 1985 ; Hohengarten 1991 ; Büchler 2017).

Lorsque le 30 août 1942, jour du « Fouersonndeg » (le dimanche de la grande fête foraine de Luxembourg), le Gauleiter du Moselland et Chef de l'administration civile au Grand-Duché, Gustav Simon, proclama lors d'une grande manifestation dans le hall d'exposition du Limpertsberg l'introduction du « service militaire obligatoire généralisé au Luxembourg, de même que l'octroi de la nationalité allemande » (Dostert 1985 : 175), il s'ensuivit de facto un système d'enrôlement de force s'appliquant d'abord aux jeunes hommes luxembourgeois nés entre 1920 et 1924, puis ensuite également aux natifs de 1925, 1926 et 1927 (Büchler 2017 : 15-16).

Ces annonces ne suscitèrent guère de surprise. Le 23 août, déjà, une ordonnance concernant l'octroi de la nationalité allemande aux Alsaciens, aux Lorrains et aux Luxembourgeois était parue dans le Reichsgesetzblatt, journal officiel du Reich. Par ailleurs, le service militaire obligatoire avait été décrété respectivement les 25 et 29 août au sein des deux autres régions placées sous la tutelle d'un Chef de l'administration civile, à savoir l'Alsace et la Lorraine. Sur ordre du Gauleiter Simon, toutes les dispositions furent prises pour empêcher les informations à ce sujet de circuler en dehors de ces deux régions et de franchir la frontière luxembourgeoise, ainsi que pour prévenir la publication avant le 30 août de la loi sur l'octroi obligatoire de la nationalité allemande dans l'ensemble du Gau Moselland (Dostert 1985 : 175 ; Büchler 2017 : 16).

Malgré les mesures prises, les nouvelles parvinrent jusqu'au Luxembourg. C'est ainsi, par exemple, que le 27 août 1942, une copie du Reichsgesetzblatt du 23 août destinée au tribunal de paix de Wiltz fut interceptée et copiée au bureau de poste. Globalement, il est à supposer que malgré le peu d'informations à disposition, la propagation de rumeurs, ainsi qu'un effet de bouche-à-oreille ciblé concernant les projets présumés du Chef de l'administration civile contribuèrent à susciter, au sein de la population luxembourgeoise, une profonde méfiance à l'égard de la grande manifestation annoncée au Limpertsberg (Hohengarten 1991 : 16).

Ces circonstances peuvent à elles seules expliquer les réactions immédiates, multiples et variées qui fusèrent au sein de la société luxembourgeoise en réponse à l'introduction du service militaire obligatoire généralisé. Dès la soirée du dimanche 30 août, quelques heures à peine après l'annonce du service militaire obligatoire général, « des "grévistes" se concertèrent dans tout le pays et convinrent d'un geste destiné à exprimer, dans les jours qui allaient suivre, leur opposition à l'égard des nouvelles ordonnances » (Büchler 2017 : 16). Le lendemain, le 31 août, marqua le début d'une vague de protestations et de mouvements de grève divers qui allait perdurer jusqu'au 4 septembre.

D'après l'historien André Hohengarten, ces actions s'étendirent à toutes les régions du pays et prirent « différentes formes, telles que des arrêts de travail, des fermetures de commerces, des grèves du lait, des grèves d'élèves et d'enseignants, la restitution de cartes de membre de la Volksdeutsche Bewegung [VdB, mouvement ethnique allemand, organisation collaborationniste], le refus de porter l'insigne de ce même mouvement, l'interprétation de chants patriotiques interdits et le refus de faire le salut allemand » (Hohengarten 1991 : 19). La dernière forme de protestation énumérée par Hohengarten est un acte qui gagna du terrain durant la grève générale et qui occupe une place à la fois initiale et primordiale dans notre étude micro-historique sur la grève des enseignantes en formation à la LBA de Walferdange.

Déroulement de la grève menée par les élèves-institutrices

Hormis le poème de Wies et le récit de Josette Manternach, datant de l'immédiat après-guerre, publié d'abord en 1946 dans *Rappel,* puis réédité, avec deux omissions, en 1972 dans le numéro spécial de ce même périodique et intitulé « La Grève de 1942 » (Manternach 1972 : 408-412), nous pouvons appuyer notre étude sur un autre témoignage relatif au déroulement de la grève des élèves-institutrices au château de Walferdange. Il s'agit en l'espèce du texte intitulé « Streik in der Lehrerinnenbildungsanstalt Walferdingen » [Grève à l'École normale - LBA - de Walferdange], rédigé en allemand et publié en 1993 par Jeanne Schneider, inspectrice des écoles et ancienne élève à la LBA, dans le recueil *... Wéi wann et eréischt haut geschitt wier! ...* [Comme si c'était arrivé aujourd'hui !]. Un an auparavant, elle avait déjà fait part de ses souvenirs de la grève à l'école de Walferdange dans le supplément spécial du *Luxemburger Wort* intitulé « 50 Joer Zwangsrekrutéierung 30. August 1942 » [50e anniversaire de l'enrôlement forcé, 30 août 1942] (Schneider 1992 : 14 ; 1993 : 99-103).

Schneider commence son récit de la grève initiée 40 ans plus tôt à la LBA au château de Walferdange en relatant la scène capitale suivante : « Soudain, on vit la porte de la classe de IIe B s'ouvrir. Brocher, le directeur allemand, entra dans la pièce. Il fit le salut nazi. Nous nous levâmes et restâmes muettes. Puis, le directeur déclara : "Je vais maintenant demander à chacune d'entre vous si vous êtes prêtes à l'avenir à faire le salut allemand et à vous soumettre à l'ordre allemand." La réponse de toutes les élèves de notre classe fut la même : "Non." Le directeur nous asséna sa décision : "En ce qui me concerne, vous êtes renvoyées sur-le-champ. Vous ne serez plus admises dans aucun autre établissement de formation des enseignants. Je m'en réfère immédiatement au Gauleiter." » (Schneider 1993 : 101)

Il convient à présent de compléter le témoignage de Schneider, remontant au début des années 1990, par le récit de sa camarade de classe Josette Manternach, datant de la première année de paix après la Seconde Guerre mondiale :
« Il essuya un refus à vingt-sept reprises. – "Bon, dans ce cas, je vais communiquer vos noms à la Police de sûreté. Vous êtes tenues de quitter les lieux d'ici quatorze heures au plus tard !" – Dans la classe de première année, il subit la même rebuffade. C'est ainsi que nous fûmes exclues de la "communauté". Certaines Boches nous observaient avec des yeux pleins de haine, d'autres ricanaient sur un ton méprisant, tandis que d'autres encore nous prenaient en pitié. Mais nous n'avions plus rien à voir avec elles.

"Dès demain, elles seront pétries de regrets", affirma Brocher. "Je les vois déjà gisant dans des mares de leur propre sang." » (Manternach 1946 : 22)

Schneider et Manternach, chacune à leur manière, placent le refus du salut allemand et la contestation y associée de l'ordre nazi dans un Luxembourg sous occupation au centre des événements survenus à l'école des enseignantes de Walferdange. Toutes deux, en tant que témoins de ces événements, se remémorent les menaces proférées et les mesures répressives immédiatement appliquées par le directeur originaire du Reich et imprégné de la doctrine nazie qui officiait à la tête de la LBA depuis le printemps 1942.

Schneider glisse même dans son récit la déclaration suivante, difficilement vérifiable : « Le Gauleiter aurait été disposé à faire fusiller les élèves rebelles. Cependant, notre professeur de pédagogie allemand, M. Reißner, serait ensuite intervenu en notre faveur, attirant l'attention du Gauleiter sur les conséquences d'un tel acte : "Si vous tirez sur des enfants, c'est le pays entier qui se révoltera." » (Schneider 1993 : 101)

Fort heureusement, le Chef de l'administration civile s'abstint de traduire les élèves grévistes, toutes mineures, devant le tribunal d'exception, ce même tribunal qui, entre le 2 et le 9 septembre, condamna à mort vingt protagonistes de la grève générale. Les élèves grévistes couraient néanmoins le risque d'une mise en détention par la « Stapo », la police allemande.

Une transcription datée du 1er septembre 1942, réalisée selon toute probabilité sur ordre du *Oberschulrat* Hans Lippmann, inspecteur pédagogique et chef de la section « Enseignement » de l'administration civile, et destinée au Einsatzkommando de la police de sûreté et du service de renseignement et de maintien de l'ordre, comporte les instructions suivantes : « J'ordonne l'arrestation au Luxembourg des élèves suivants » et « J'ordonne en outre l'arrestation des enseignants suivants » (ANLux, CdG-028, 0040).

Les noms des élèves et des enseignants sont répertoriés et classés en fonction des établissements d'enseignement concernés. Notons à cet égard que la transcription mentionne également les noms de six élèves-institutrices de la LBA de Walferdange. Un aspect inattendu du document en question est le fait qu'il n'a pas été établi après la « grève de Walferdange » du 2 septembre, mais déjà la veille, soit le 1er septembre. Ou alors, se pourrait-il que les six arrestations planifiées aient constitué une mesure répressive destinée à sanctionner des actions de protestation ayant déjà eu lieu le 1er septembre à la LBA ?

Autre point à relever : si Jeanne Schneider a été arrêtée suite à la grève scolaire, son nom ne figure cependant pas sur la transcription datée du 1er septembre. Cinquante ans après la grève générale, l'inspectrice Schneider revient sur les événements de septembre 1942 : « À 16 ans, j'ai passé une nuit à la prison d'Esch. Tôt le lendemain matin, sous la surveillance de deux policiers, on m'a conduite au couvent du Carmel à Luxembourg, dont les religieuses avaient été expulsées pour laisser place aux Jeunesses hitlériennes. J'y ai revu mes camarades de classe, qui avaient été amenées au couvent des quatre coins du pays dans le cadre d'une opération de transfert massive par bus. » (Schneider 1993 : 101)

Parmi les camarades de Schneider qui rentrèrent chez elles après avoir reçu l'ordre de quitter la LBA par le directeur de l'école figure Josette Manternach. Elle décrit en détail, et tel qu'elle le vécut, le déroulement mouvementé des deux premiers jours ayant suivi la grève scolaire : « Cela faisait déjà un jour que nous étions à la maison. [...] Vers sept heures du soir, deux policiers sont venus et ont demandé après moi. Ils m'ont sommée de les suivre sur-le-champ et d'emporter suffisamment de vêtements pour trois semaines. Un quart d'heure plus tard, j'étais assise dans les bureaux de la gendarmerie. » La jeune aspirante-institutrice originaire de Grosbous décrit la suite de son arrestation comme suit :

« Au bout de deux heures, un grand bus s'arrête devant la gendarmerie. Il y a deux policiers assis à l'intérieur, et déjà une de mes camarades. Nous roulons ensuite d'une gendarmerie de l'Ösling à l'autre. À chaque arrêt, deux ou trois autres filles nous rejoignent ! Les routes sont surveillées. Le véhicule a été arrêté une quinzaine de fois. De Troisvierges, nous passons par Hosingen, Diekirch et Ettelbruck, pour finalement rejoindre Luxembourg-Ville. » Dans ce contexte, Manternach dépeint la scène suivante : « L'un des policiers – c'était deux Luxembourgeois – siffle : « Nu stinn ech hei op ganzem frieme Buedem » (« À présent, je me retrouve ici en terre tout à fait étrangère. ») Précisons à ce propos que cet incident a été omis du texte lors de sa seconde publication dans *Rappel* en 1972 (Manternach 1972 : 409).

Dans son témoignage, Manternach évoque également la courte halte effectuée au siège de la Gestapo, dans le centre-ville : « Le véhicule s'arrête devant la Villa Pauly. Personne n'aurait cru qu'il était environ quatre heures du matin. Un flux constant de véhicules arrive et repart. Leur objectif : répandre le malheur et la misère dans tout le pays. Notre véhicule nous amène au couvent des Carmel à Cents. » Après un court repos, les élèves reçurent l'ordre « d'attendre dans la chapelle du couvent l'arrivée du Bannführer [chef local des Jeunesses hitlériennes]. Il fait un appel nominal. Ensuite, il nous annonce que nos parents ont perdu toute autorité parentale à notre égard. Désormais, a-t-il déclaré, votre éducation incombe aux Jeunesses hitlériennes. Eh ben, il ne manquait plus que ça ! » (Manternach 1946 : 23). Le Hauptbannführer, haut-responsable des Jeunesses hitlériennes au Luxembourg, Karl Felden, adressa une lettre aux parents des élèves, dans laquelle il les informa sans délai que leur fille « [avait] pris part à une grève scolaire. » Il poursuivit son courrier en ces termes : « Pour cette raison, le Gauleiter vous a retiré toute autorité parentale sur votre fille et l'a confiée aux Jeunesses hitlériennes. À la date de ce jour, votre fille a été placée dans un camp d'éducation des Jeunesses hitlériennes au sein du Reich. La durée de ce séjour en camp est indéterminée et dépendra essentiellement du comportement de votre fille. » (MnR 2017 : 64-27).

Bien que la lettre citée ci-dessus fût adressée aux parents d'une lycéenne d'Esch, il est à supposer que les parents des élèves de la LBA concernés reçurent une notification écrite similaire.

Ils n'eurent connaissance de la nouvelle qu'alors que leurs filles se trouvaient déjà dans le camp d'éducation de Marienthal. Josette Manternach relate brièvement son transport de Luxembourg jusqu'à la vallée de l'Ahr : « Nous avons ensuite été transportées de Luxembourg-Ville vers le *Preiseland* [pays des Boches] dans deux bus. Nous avons traversé la frontière à Echternach, et avons continué jusqu'à Adenau en passant par Bitburg. Les élèves des écoles d'Esch qui avaient également fait grève étaient cantonnés à Adenau. Nous sommes arrivés à Marienthal vers cinq heures. » (Manternach 1946 : 23)

Causes de la grève à la LBA de Walferdange

Le Chef de l'administration civile s'abstint de traduire les élèves rebelles de la LBA devant le tribunal d'exception siégeant dans le cadre de la grève générale, voire devant tout autre tribunal spécial. Toutefois, il ressort clairement de la nature des mesures punitives et éducatives mises en œuvre qu'elles répondaient à une stratégie dont les grandes lignes avaient déjà été définies avant le déclenchement des actions de protestation à la LBA et dans d'autres écoles secondaires au Luxembourg. Ainsi, une semaine déjà avant le début de la grève scolaire naissante, le Chef de l'administration civile publia l'« ordonnance du 25 août 1942 sur les camps d'entraînement des Jeunesses hitlériennes ».

En voici un extrait : « §1. (2) Le recensement des jeunes et leur enrôlement pour les camps d'entraînement sont gérés par le poste de commandement des Jeunesses hitlériennes au Luxembourg » (AN-Lux, CdG-028, 0035). Ces dispositions en matière d'éducation et d'entraînement pourraient bien trouver leurs origines principales dans le sentiment anti-allemand largement répandu parmi la population scolaire luxembourgeoise, provoqué par le régime d'occupation nazi.

Cette réalité politique se vérifie, dans le cadre de notre étude micro-historique, notamment à l'appui d'un rapport de trois pages finalisé le 10 juin 1942 par Aloïs Brocher, directeur de la LBA de Walferdange, sur demande du Chef de l'administration civile. Le rapport en question, cité par Camille Kieffer dans son étude intitulée « Von der Normalschule zur Lehrerbildungsanstalt » [« De l'école normale à la *Lehrerbildungsanstalt* »], décrit dans un langage clair et univoque une position politique et idéologique dominante chez les enseignantes en formation, une position synonyme de fiasco retentissant pour le régime d'occupation nazi et le projet de « mise au pas de l'enseignement luxembourgeois » qu'il chercha à appliquer sans relâche dès l'automne 1940 :

« Le salut hitlérien suscite à peine une réaction. Des crucifix pendent aux murs des salles de classe. Toutes les filles ou presque arborent des signes religieux. Avant les repas, elles font front commun et prient ensemble. Lorsque les drapeaux se hissent, les visages se figent, et l'hymne national allemand et le *Horst-Wessel-Lied* [hymne du NSDAP] ne sont entonnés qu'à mi-voix. Refus de participer au service du BdM [Bund deutscher Mädel, ligue des jeunes filles allemandes]. Absence aux activités organisées par cette même ligue les mercredis. […] Les élèves m'ont demandé de les autoriser à s'absenter pour pouvoir assister à la messe quotidienne, en invoquant la liberté de conscience […] » (Brocher 1942 ; cité par Kieffer 1996).

L'appréciation et l'analyse de Brocher concernant la position politique des enseignantes en formation ont vraisemblablement dû susciter une réaction alarmiste dans le chef du Dr Münzel, *Regierungspräsident* [haut-fonctionnaire, en quelque sorte l'équivalent d'un préfet français] et représentant permanent du Chef de l'administration civile, ainsi que dans celui du Gauleiter Simon : « anti-allemandes : 80 %, mitigées : 15 %, utiles : même pas 5 % » . L'évaluation de la situation politique à la LBA semble à son tour avoir amené son directeur, citoyen du Reich, à la conclusion suivante : « Désorganisation. Valeurs bafouées. Résistance passive de la part du personnel et, malgré toutes les aménités, également de la part du corps enseignant. Temps nécessaire pour redresser la barre : au moins six mois. » (Brocher 1942 ; cité par Kieffer 1996).

Autant le rapport de Blocher a-t-il dû avoir l'effet d'une douche froide pour les responsables de la politique en matière d'enseignement de l'administration civile au Luxembourg, autant la situation politique à la LBA ne pouvait-elle guère les surprendre. Depuis l'introduction en août 1940 du régime de l'administration civile au Luxembourg, l'école normale, établie depuis 1930 au château de Walferdange, avait subi un processus de mise en conformité avec l'idéologie nazie, lequel n'avait pas manqué de susciter un mécontentement généralisé, non seulement au sein du corps enseignant, mais également parmi les enseignantes en formation, entraînant l'expression tant orale qu'écrite de sentiments anti-allemands.

Le processus de « déconfessionalisation » du système scolaire luxembourgeois, mis en œuvre par l'administration civile à partir de la fin septembre 1940 et achevé en février 1941 (Dostert 1985 : 142), entraîna un profond bouleversement organisationnel et idéologique à l'école normale de Walferdange, jusqu'alors fortement imprégnée de la présence des religieuses. L'exclusion de la directrice, Sœur Émilienne Toussaint, ainsi que des autres religieuses de tout poste à l'école normale déclencha un sentiment de malaise chez de nombreuses élèves, dont la plupart étaient issues d'un milieu rural sensiblement influencé par le catholicisme traditionnel.

Dans ce contexte, l'intégration d'enseignants en provenance de l'« Altreich » et l'arrivée d'élèves allemandes dans ce qui avait été transformé en une LBA répondant à tous les codes de l'idéologie nazie n'eurent certainement d'autre effet que de renforcer les sentiments d'indignation et d'aversion des futures enseignantes luxembourgeoises à l'égard de la politique radicale de germanisation alors en place. Ainsi, la menace de mesures punitives n'empêcha nullement les manifestations ouvertes de ressentiment anti-allemand, comme dans le « cas Félicie Gloden ». Le 8 janvier 1941, elle fit la déclaration sous serment suivante concernant son comportement à l'égard de trois membres du NS-Frauenwerk, l'Œuvre des femmes allemandes, de Walferdange :

« Hier, mardi 7 janvier 1941, vers 16h30, pendant la pause, je me trouvais devant la fenêtre ouverte de la classe de première année lorsque j'ai aperçu trois dames, que je présumais être membres de la Frauenschaft, arriver le long du chemin […]. J'ai dit à ma camarade de classe, Eugénie Kuffer, qui était en train de se diriger vers la corbeille à papier près de la fenêtre : « Do kommen de preisesch Lo'dern' » ("Voilà ces garces de Boches"). Je jure cependant que, contrairement à l'accusation portée à mon encontre, le mot "p…" n'est nullement sorti de ma bouche. » (ANLux, CdZ-A-5291, 0209).

Une semaine plus tard, Gloden était placée en détention par la « Stapo » pour dix jours, « pour cause de propos anti-allemands » (ANLux, CdZ-A-5291, 0217, 0218). Durant les cinq mois qui suivirent, elle fut interdite de cours pour tentatives répétées de se soustraire à l'affiliation à la VdB, le mouvement ethnique allemand, et à la LVJ, la Luxemburger Volksjugend [l'organisation de jeunesse de la VdB] (ANLux, CdZ-A-5291, 0221-0222). Ce n'est que le 9 juillet 1941, tel que l'indique Camille Kieffer dans son étude précitée, que Gloden fut réadmise à la LBA de Walferdange (Kieffer 1996).

L'auteur évoque d'autres incidents à motivations politiques, qu'il commente par ces mots : « Après une période d'accalmie relative, au cours de laquelle les élèves Margarete Demuth et Margarete Birsens manquèrent de tomber dans les griffes de la Gestapo, mais en furent manifestement épargnées par l'entremise de Siekmeier [*Regierungspräsident* et représentant du Chef de l'administration civile], les enseignantes en formation furent les premières à fomenter la révolte dès le début l'année 1942 » (Kieffer 1996).

Selon notre appréciation, la « révolte » en question représente un incident quelque peu complexe qui s'explique, en premier lieu, par les manquements de W., responsable de l'école de Walferdange de fin septembre 1940 jusqu'au printemps 1942, et par les réactions y associées du corps professoral et des élèves-institutrices. Dans le cadre de notre étude, nous attirons notamment l'attention sur la conduite « inadmissible » (Kieffer 1996) de l'ancien inspecteur des écoles au service du système scolaire luxembourgeois à l'égard de certaines enseignantes en formation qu'il aurait convoquées « dans son bureau » en dehors des heures de cours, voire à une heure tardive en soirée.

Dans sa note du 12 mars 1942, Siekmeier, représentant permanent du Chef de l'administration civile, met en évidence les déclarations accablantes suivantes à l'encontre de W. dans l'« affaire M. » : « Interrogée sur les raisons pour lesquelles [M.] avait toléré le comportement du directeur, elle a déclaré que le directeur [W.] exerçait des pressions sur elle, et en effet un carnet aurait été trouvé chez elle, qui comportait un poème sur l'ancienne Grande-Duchesse exprimant une certaine hostilité anti-allemande. [W.] l'aurait prévenue d'emblée que le poème en question pouvait lui attirer beaucoup d'ennuis, et sous prétexte de vouloir en discuter avec elle, l'a convoquée à plusieurs reprises, certainement cinq ou six fois, peut-être même plus […] » (AN-Lux, CdZ-A-5169, 0025-0026).

W. demanda ensuite sa mutation dans une école d'enseignants de l'« Altreich » et fut remplacé par le directeur allemand susmentionné, Brocher. Avant que celui-ci ne prenne ses fonctions, il s'était donc déjà produit une série d'incidents à motifs politiques principalement caractérisés par l'expression d'une hostilité anti-allemande.

Lorsque, le 2 septembre 1942, Brocher se vit confronté au refus de 43 futures enseignantes luxembourgeoises de faire le salut allemand à la LBA de Walferdange, il décida, en sa qualité de directeur national-socialiste, d'imposer des sanctions immédiates à l'égard de ces élèves récalcitrantes.

Brocher avait conscience que la grève des « Walefer Médecher » ne représentait pas une action de protestation unique, isolée et spontanée des enseignantes en formation contre la politique d'occupation nazie. Au contraire, elle formait le point culminant d'une série de manifestations d'hostilité anti-allemande au sein de l'école depuis l'hiver 1940/41. Cette série de manifestations politiques n'avait d'autre origine que le courage et la volonté de ces jeunes femmes !

Le camp d'éducation de Marienthal

Quelques jours après le transfert des élèves luxembourgeois-e-s dans les camps d'éducation de l'« Altreich », le haut-responsable Felden informa leurs parents le 7 septembre 1942 que les « jeunes garçons et filles allaient bien ». Dans son courrier, il chercha à convaincre les parents inquiets des élèves-institutrices de la LBA de la qualité de l'éducation dont elles bénéficiaient au sein du camp et de son utilité pédagogique : « Les filles seront occupées, pendant la durée de leur séjour dans les camps d'éducation, à des travaux manuels. Les camps ont pour tâche de fabriquer des jouets pour enfants que les parents pourront acheter en guise de cadeaux pour les fêtes de fin d'année sur les marchés de Noël des Jeunesses hitlériennes à Luxembourg, Esch, Diekirch et Grevenmacher » (AN-Lux, CdG-028, 0067 ; MnR 2017 : 65-28).

Les parents, qui, à ce moment-là, ignoraient où se trouvaient leurs filles et n'étaient ni autorisés à leur écrire ni à leur rendre visite, se firent sans doute peu d'illusions par rapport aux déclarations enjolivées de Felden. Au cours de la quinzaine suivante, le haut-responsable informa les parents, d'abord de l'emplacement précis des camps d'éducation, puis de la levée de l'interdiction de correspondance écrite et de visites. Ce faisant, il persista dans ses efforts pour convaincre les parents de la bonne atmosphère générale régnant dans le « camp pour filles ». Les informations fournies par Felden avaient évidemment peu à voir avec le quotidien des enseignantes en formation de Walferdange dans le camp d'éducation de Marienthal.

Ainsi, si Jeanne Schneider se souvient effectivement des travaux manuels, elle souligne dans son récit, par contraste avec les informations fournies par le haut-responsable des Jeunesses hitlériennes, le fait que les jeunes filles se voyaient confier des travaux physiques épuisants : « En plus des activités citées, nous étions affectées à de lourdes besognes. Munies d'une pioche, nous devions retirer les mauvaises herbes foisonnantes dans les environs immédiats de l'École agricole et du cimetière voisin de Dernau. » Il faut toutefois avant tout souligner que la rééducation nationale-socialiste visée par le Chef de l'administration civile durant ce séjour de trois mois se heurta à une attitude de refus de coopérer de la part des élèves-institutrices de la LBA de Walferdange, comme le relate Schneider :

Nous avons subi une « éducation » au sens germanique, qui, bien sûr, ne fut nullement couronnée de succès. Mes critiques à ce sujet dans une lettre adressée à ma mère suscitèrent une réaction glaciale de la part de la responsable du camp. À la fin du repas, une véritable tempête s'abattit sur moi : « Continue ainsi et tu finiras au camp de concentration. » Comme pour ses camarades de classe, le séjour punitif de Schneider dans l'Altreich ne se limita pas au camp d'éducation de Marienthal : « En novembre, les plus âgées de notre classe furent astreintes à l'*Arbeitsdienst* (RAD), le travail obligatoire en Allemagne. Les quelques autres aspirantes-institutrices furent transférées à l'auberge de jeunesse d'Alternahr » (Schneider 1993 : 102).

Au bout de trois mois, les « Walefer Médecher » et tous les autres lycéens luxembourgeois furent « libérés en grande pompe » des camps d'éducation. Cette mise en scène orchestrée à des fins de propagande par le Chef de l'administration civile eut lieu à leur retour le 12 décembre 1942 à Esch-sur-Alzette. À l'occasion de cette cérémonie, les parents retrouvèrent « leur autorité parentale sur nous ». Josette Manternach conclut son récit en des termes qui reflètent l'esprit patriotique de l'immédiat après-guerre : « Nous avons eu la grande satisfaction de nous tenir aux côtés des martyrs de la grève, bien qu'à une échelle modeste » (Manternach 1946 : 26).

Les « Walefer Médecher » et l'ère nouvelle

Jeanne Schneider, en revanche, termine son récit sur une note amère : « Nous étions à l'époque indésirables dans un pays pour lequel nous avions tant enduré » (Schneider 1993 : 103). Elle fonde cette conclusion sur les événements qu'elle a vécus après son retour du camp d'éducation de Marienthal. Après sa réadmission à la LBA de Feldgen en février 1943, elle termina ses études d'enseignante. Elle se vit cependant remettre un diplôme qui ne fut pas reconnu par l'État luxembourgeois après la libération du pays en septembre 1944.

« Notre classe », indique Schneider, « et justement la nôtre, fut forcée, par décision du ministère de l'Éducation luxembourgeois nouvellement constitué, d'effectuer une année de formation supplémentaire. » Après avoir réussi les examens finaux, Schneider essuya une nouvelle déception lorsqu'un appel à candidatures fut publié pour des postes vacants d'enseignantes : « Notre lettre de candidature était marquée, au ministère, d'un grand 0 (zéro), ce même si nous avions réussi l'examen final luxembourgeois en 1945 » (Schneider 1993 : 103).

Jeanne Schneider et ses camarades ayant participé à la grève scolaire à Walferdange s'estimèrent injustement traitées par l'État luxembourgeois après la guerre, malgré l'attribution officielle en 1947 d'une « mention honorifique en raison de leur attitude patriotique pendant l'occupation ennemie » (Amtliche Mitteilungen 1947 : 8).

* Édition originale de l'article parue d'abord dans l'hebdomadaire *d'Lëtzebuerger Land* (28.08.2020), puis dans le bulletin communal *de Walfer Buet* (avril 2021) sous le titre suivant : D'Walfer Neidierfchen 1940-1945. Ein Luxemburger Wohnviertel während der "dunklen Jahre" (II). "De' Walefer Médecher": Streik in der LBA.

Traduction française assurée TRADUCTA.